

# Madagascar 1975: du néocolonialisme au socialisme à la malgache

Lucile Rabearimanana

▶ **To cite this version:**

Lucile Rabearimanana. Madagascar 1975: du néocolonialisme au socialisme à la malgache. Revue historique de l'océan Indien, 2009, Dialogue des cultures dans l'océan Indien occidental (XVIIe-XXe siècle), 05, pp.353-364. hal-03426354

**HAL Id: hal-03426354**
**https://hal.univ-reunion.fr/hal-03426354**

Submitted on 12 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Madagascar 1975 : du néocolonialisme au socialisme à la malgache

Lucile Rabearimanana
Université d'Antananarivo

1975 : Madagascar change de cap. Après une période de transition de 3 ans, entre mai 1972 et juin 1975, le pouvoir change de main, et le régime de République et même d'idéologie. La « Charte de la Révolution socialiste malagasy, tous azimuts », qui parait en août 1975, propose une « indépendance véritable », à réaliser grâce à des « transformations drastiques, révolutionnaires »[1]. Changements, transformations, révolution, les années 1970 marquent à Madagascar, dans d'autre pays d'Afrique noire également, les débuts d'une remise en question, non seulement du régime politique et des structures de base de l'économie et de la société malgache, mais aussi du fondement même de l'idéologie et d'une culture implantée dans le pays depuis plus d'un siècle.

Avant même la colonisation française, le Royaume de Madagascar, reconnu comme tel par les Britanniques puis par les autres puissances du XIX[e] siècle comme les Etats Unis, la France puis l'Allemagne et l'Italie, ouvre ses frontières aux influences occidentales, donnant naissance à une civilisation anglo-malgache, imprégnée de l'idéologie ambiante de l'époque. La domination coloniale de la France s'emploie logiquement à asseoir plus solidement encore celle-ci. Le « fardeau de l'homme blanc » impose, en terre malgache, les principes jacobins du pouvoir politique, les bases d'une économie de traite destinée à transformer le système de production de la colonie au profit des impératifs de l'économie industrielle capitaliste française, et, enfin, à faire admettre par le colonisé la supériorité de sa civilisation. Le retour à la souveraineté nationale acquis en juin 1960 ne change rien à l'ancrage politique et idéologique de Madagascar dans le camp occidental, aux côtés et sous la houlette de l'ancienne métropole, dans le contexte géopolitique de la Guerre froide. Mais le régime néocolonial de la première République malgache ne résiste pas longtemps à la déception de la majorité de la population et aux critiques d'une opposition politique maltraitée, bouillonnée, qui finit par se soulever et renverser le pouvoir entre avril 1971 et mai 1972[2].

Mettre en place une société plus juste, malgachiser, démocratiser, décentraliser, ces objectifs du mouvement d'avril 1971 organisé par le MONIMA, et des manifestants de mai 1972, le régime transitoire dirigé par le général Ramanantsoa s'emploie à les introduire dans le système économique et social. Ils reçoivent une impulsion décisive avec la prise du pouvoir par le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, le 15 juin 1975, et l'orientation idéologique du régime vers le socialisme. La deuxième République de Madagascar et la révolution nationale démocratique qu'elle instaure ont déjà fait couler beaucoup d'encre et

[1] *Charte de la Révolution socialiste malagasy, tous azimuts, 26 août 1975*, Tananarive, oct. 1975, préface, p. 9.
[2] L. Rabearimanana, « Madagascar sous la première République (1959-1972) : les espoirs déçus », dir. Y. Combeau, *La Réunion-Madagascar 1942-1972. Départementalisation et indépendance*, Paris, SEDES-Université de La Réunion, p. 119-138.

suscité les critiques les plus acerbes, après coup, lorsque dans les années 1980, le régime a dû abandonner cette opinion idéologique. L'historien, fort d'un recul d'une trentaine d'années, se propose, d'une part, de retracer les faits, qui restent peu précis dans la mémoire des contemporains, de les placer dans le contexte politique et social du début des années 1970, et de les analyser, pour en comprendre les significations et les réactions, positives, d'une bonne part de la population malgache. En tout cas, il n'est pas là pour « juger » et encore moins condamner le régime de la Deuxième République première version (1975-1985)[3], même s'il peut être en même temps acteur pour une période relativement proche du présent.

## I - La marche vers le Socialisme à la malgache : contre la présence des Français et pour une véritable indépendance

La proclamation de la République malgache, le 14 octobre 1958, ne suscite qu'un enthousiasme mitigé de la part de la population de l'Ile. Les partisans du NON au referendum de septembre de la même année sont loin d'être marginaux. Ils sont majoritaires dans la province de Tananarive et forment une minorité non négligeable dans les grandes villes de la côte, comme Diego Suarez, Tamatave et Tuléar, du fait que la marche vers l'indépendance est guidée non par les nationalistes de la première heure mais par les partisans du maintien de relations étroites avec la France, même une fois l'indépendance retrouvée. Même si celle-ci survient, en juin 1960, et qu'elle rencontre l'adhésion de bon nombre de Malgaches, même dans la capitale, réputée pour son opposition permanente au régime colonial[4], assez vite, ses pratiques se heurtent à la montée d'une opposition politique qui ne cesse de s'étoffer, jusqu'à ce que chute de la République s'ensuive.

### A. Les Malgaches déçus par la première République

Le changement de statut politique, le retour à la souveraineté de Madagascar n'apporte guère de changement notable dans les pratiques politiques préexistantes. En plus, des Français continuent à tenir les rênes du pouvoir au vu et su de la population, pour laquelle, pourtant, indépendance signifie, avant tout, fin de la présence de ceux-ci[5].

#### *Une présence persistante des Français*

Philibert Tsiranana, et le PSD qu'il fonde en décembre 1956, se rend compte qu'il ne peut se lancer dans la lutte pour le pouvoir qu'après avoir reçu l'appui des autorités françaises et aussi le soutien de la grande colonisation, solidement implantée dans le pays, et qu'il s'emploie à rassurer. Pour lui, autonomie puis indépendance de Madagascar certes, mais tout en préservant des

[3] J. P. Rioux, « Peut-on faire une histoire du temps présent ? », A. Chauveau et Ph. Tétart (sous resp.), *Questions à l'histoire des temps présents*, Paris, Editions Complexe, p. 43-54.
[4] L. Rabearimanana, « La proclamation de l'indépendance à Tananarive, juin-juillet 1960 », *L'Afrique à l'heure des indépendances*, dir. Ch. R. Ageron et M. Michel, Paris, Karthala, 1991.
[5] L. Rabearimanana, « Les Malgaches et l'idée d'indépendance, de 1945 à 1960 ».

liens étroits et durables avec les Français, sur le plan politique et administratif, comme en ce qui concerne les structures de l'économie.

Il prétexte l'insuffisance de cadres et de techniciens nationaux pour maintenir en place une assistance technique française nombreuse, dans les ministères et l'administration, comme dans les établissements scolaires et à l'Université. Ces postes supérieurs de l'armée et de la gendarmerie restent également occupés par des Français. De même, l'essentiel de l'économie reste aux mains des colons français. Les hommes d'affaires français continuent de détenir le monopole des échanges extérieurs, ainsi que le commerce de gros, avec les deux grandes compagnies d'import-export, la Marseillaise et la Lyonnaise, implantées à Madagascar depuis la fin du XIX$^{e}$ siècle. Les greniers à riz de l'Alaotra et de la basse Betsiboka, comme les agro-industries du sucre ou les conserveries de viande, la sisalerie du Sud, etc., secteurs clés des cultures industrielles et des transformations des produits d'élevage, restent entre les mains d'une grande colonisation, dans les années 1960 encore. Les Malgaches ne perçoivent aucun changement dans ce domaine, par rapport au régime colonial. En outre, les investisseurs français, comptant sur une stabilité politique qui semblait assurée, avec Philibert Tsiranana à la barre, implantent dans le pays de nouvelles industries, obéissant à la division internationale du travail. Des chaînes de montage de voitures voient le jour à Tananarive, des usines textiles à Majunga et à Tuléar, et une raffinerie de pétrole à Tamatave. Pendant ce temps, l'autre secteur de la production, détenu par les populations autochtones rurales, ne connaît aucun changement notable, ni au niveau des structures foncières, ni en ce qui concerne les modes et les techniques de culture. Il n'est donc pas étonnant que la prospérité économique ne lui profite guère.

### *Un régime anti-démocratique*

Pour le commun des Malgaches, l'indépendance de leur pays suppose l'instauration de la liberté et l'attribution des rênes du pouvoir à des représentants élus de manière démocratique par l'ensemble de la population. En outre, l'Etat devenu souverain devrait remplacer les membres de l'administration subalterne habitués jusque là à exercer la contrainte aux contribuables et à réprimer toute velléité de critiquer le *fanjakana* (l'Etat) et son personnel, par des hommes nouveaux non contaminés par une mentalité colonialiste. L'ambiance de liberté restaurée en 1956, à la veille même de l'adoption de la Loi-cadre, et la libération des condamnés politiques consécutifs à l'insurrection amnistiés, puis l'application du suffrage universel et, enfin, le réveil des activités politiques et la libération de la presse peuvent faire croire aux populations, notamment en milieu rural, que leurs aspirations à la démocratie allaient se réaliser et que le régime colonial vivait ses dernières heures.

Leur déception s'avère aussi profonde que leur espoir de changements concrets avec l'avènement de la République malgache et de l'indépendance. Les maires élus proviennent en majorité du nouveau parti, le Parti social démocrate, formé en décembre 1956, par le nouvel homme fort du régime, Philibert Tsiranana, ancien membre du PADESM loyaliste par rapport à la colonisation mais converti à des idées nationalistes modérées. De même, l'administration

subalterne reste entre les mains du même personnel radé aux méthodes de l'ancien régime et craint et vomi par la population[6].

De libertés démocratiques, il n'en est point. Si le PSD n'est pas un parti unique, ceux de l'opposition, le Parti du Congrès de l'Indépendance (AKFM) et le MONIMA (Madagascar aux Malgaches) ne peuvent ni exercer leurs activités librement, ni s'exprimer dans des organes pour lesquels les saisies sont fréquentes. Des élections non libres sont l'occasion pour le pouvoir de persécuter les militants de ces partis de gauche, qui prônent le socialisme et qui, accusés de communisme, ne peuvent gagner des sièges à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le MONIMA, surtout, pense que le pouvoir ne pourrait lui être accessible par les moyens égaux, aussi décide-t-il de ne plus participer aux élections à partir de 1967. Enfin, les Malgaches constatent que rien n'est changé avec l'indépendance puisque les *Vazaha* (les Blancs, les Français) sont toujours à leurs postes.

***Une conjoncture économique favorable mais une prospérité mal répartie***

Les années 1960 constituent aussi une période d'âge d'or pour l'économie de Madagascar, comme pour celle de l'ensemble des pays sous développés. Elle recueille les miettes des profits métropolitains des Trente Glorieuses, et bénéficie des retombées des investissements publics consentis par le Fonds d'investissement pour le développement économique et social de la décennie précédente. C'est entre 1965 et 1967, par exemple, que la Société sucrière de la Mahavavy (SOSUMAV) récolte ses meilleurs dividendes. Mais c'est là où le bât blesse : la prospérité des années 1960 ne profite pas à l'ensemble de l'économie malgache ni à tout les acteurs de celle-ci.

Dans une économie tournée, avant tout, vers la satisfaction des besoins extérieurs ou de la demande des industries, ce sont les sociétés et la grande colonisation qui perçoivent les bénéfices de la prospérité, les cultures vivrières, et donc les paysans autochtones, devant se contenter de cours stagnants. En plus, même entre paysans malgaches, les inégalités restent flagrantes, entre producteurs de café et de vanille de la région d'Antalaha-Sambava, par exemple, et les éleveurs de bovins du Sud dont les activités souffrent périodiquement de la sécheresse et sont soumis à de longues périodes de disette, au début des années 1970, notamment.

La résultante de ces différents facteurs économiques, politiques et sociaux, c'est en fin de compte, une insatisfaction, une déception des Malgaches par rapport à une indépendance tant attendue. La première République n'apporte pas les changements espérés, et Philibert Tsiranana, qui s'est proclamé père de l'indépendance, encore réélu à son poste en janvier 1972, devient plus impopulaire que jamais.

## B. L'opposition et les évènements d'avril 1971 et de mai 1972

Les deux partis d'opposition, l'AKFM et le MONIMA, qui ne peuvent s'exprimer, ni par les urnes ni par une presse fréquemment perturbée, ne peuvent compter sur une alternance démocratique pour parvenir au pouvoir, vu l'absence

[6] *Ibid.*

de liberté. En plus, les séquelles coloniales de l'indigénat et de la discrimination devenue traditionnelle entre colonisés et colonisateurs persistent dans le domaine social, tant au niveau de la santé que de l'enseignement, tandis que le système fiscal, basé sur la capitation, continue d'être appliqué même au lendemain de l'indépendance. Bref, les conditions favorables se trouvent réunies pour vouer cette première République à une chute rapide et peu glorieuse.

***L'opposition au régime colonial***

Contrairement à la période d'explosion de la démocratie que l'on observe à Madagascar avec l'application de la Loi-cadre, entre 1956 et 1959, sous la première République, l'échiquier politique se clarifie et devient plus lisible. Mais, à côté des partis politiques, les voix de l'opposition au régime PSD se font entendre aussi à travers les revendications des universitaires et des étudiants de l'Ecole de Médecine de Befelatanana, bref des intellectuels. Faute de libertés démocratiques, ces forces critiquant les institutions et surtout les pratiques du pouvoir s'expriment avec difficulté, et vont recourir à des modes d'expression illégaux quoique légitimes.

Sur l'échiquier politique malgache de la première République, il est facile de placer, à droite, le Parti social démocrate partisan du maintien du statu quo-colonial et de relations étroites avec l'ancienne métropole, et dont le président, en même temps celui de la République, défend le libéralisme et son appartenance au camp du bloc de l'Ouest. Quant aux deux autres partis, l'AKFM et le MONIMA, ils sont plutôt ancrés à gauche, se réclamant du socialisme, et leurs idéologies les rapprochent de l'Union soviétique, pour le premier, et de la Chine pour le second. Si leurs assises sociales respectives diffèrent sensiblement, l'un recrutant sa base essentiellement parmi les classes moyennes des villes, et l'autre implanté plutôt en milieu rural et parmi les intellectuels urbains, ils militent tous les deux pour l'avènement de la démocratie et pour une société plus juste. L'AKFM a su également étendre son influence et diffuser ses idées grâce à des structure syndicales, des associations de jeunes et des organisations socio-politiques, comme le Comité de solidarité de Madagascar créé en 1950, donc 8 ans avant le parti, pour s'occuper des détenus politiques d'après la répression de l'insurrection de 1947 et dont l'équipe dirigeante, des communisants, constitue l'une des deux tendances formant l'AKFM[7]. Quant au MONIMA, il est dirigé par un leader charismatique, Monja Jaona, farouche opposant au régime colonial et militant sans relâche contre l'exploitation des Malgaches et pour l'indépendance du pays depuis le Front populaire[8].

Pour ces deux partis, formés dans le contexte de la naissance de la première République, le nouveau régime s'avère moins démocratique que celui vécu auparavant, sous la Loi-cadre. Elle marque le retour d'une législation portant atteinte à la liberté de presse (loi du 15 février 1959), infligeant au journal *Tolona* du MONIMA saisies et poursuites judiciaires contre ses rédacteurs ; ceux de l'AKFM n'échappent pas non plus à ce genre de traitement, mais à cause de leurs positions plus modérées, ils en souffrent moins fréquemment. L'opposition ne peut

[7] G. Rabesahala, *Ho tonga anie ny Fahafahana ! Que vienne la liberté*, Saint André, La Réunion, 2006, p. 163-169.
[8] A. Rabearimanana, « Le MONIMA, un parti dans la ligne du "congrès de l'indépendance de Tamatave des 2-3-4 mai 1958"? », *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 109, septembre 2008, p. 24-25.

guère mieux s'exprimer non plus lors des campagnes électorales, lesquelles aboutissent toujours à la « victoire » automatique des candidats du PSD. C'est cette répression permanente des militants du parti et les convictions socialisantes qui ont contribué à la décision du MONIMA de ne plus participer aux élections en 1968[9]. C'était reconnaître l'impossibilité de toute alternance démocratique au pouvoir et donc la nécessité d'une lutte armée pour y parvenir et pour mener une révolution socialiste. Le président du parti n'est-il pas allé à Pékin en 1970 pour préparer le déclenchement de ce combat ? L'AKFM, plus légaliste, par contre, se cantonne dans l'expression par la presse, dans la formation idéologique de ses membres et dans la participation aux élections. Son gros avantage réside dans le fait qu'il parvient à faire élire trois députés dans la capitale et surtout à détenir la majorité des sièges à la mairie de celle-ci, laquelle reste un bastion de l'opposition aux différents régimes successifs jusque dans les années 1980.

Quant aux intellectuels tananariviens, les manifestations de leurs activités politiques d'opposition s'exercent soit dans ces deux partis de la gauche malgache, soit par le biais du Syndicat des enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur (SECES) et des organisations étudiantes. Enseignants du secondaire, historiens, sociologues formés dans les Universités françaises, ils forment les jeunes pour les sensibiliser aux réalités politiques et sociales du pays, pour diffuser chez eux les idéologies de gauche basées sur le marxisme-léninisme et le maoïsme[10]. Développer leur esprit critique, remettre en question les institutions et les pratiques politiques de la première République, ainsi que la permanence de la présence des Français dans tous les domaines, dans l'enseignement, dans l'administration, dans les structures de l'économie. En tant qu'intellectuels, ils ne font que formuler des constatations sur ce que le reste de la population malgache vit et ressent concrètement, ou confusément[11]. En outre, en 1968, paraît, dans la clandestinité bien entendu, une petite brochure à l'occasion du dixième anniversaire de la République malgache, et qui fait l'effet d'une bombe parmi les journalistes de la presse d'opposition et des catholiques, et aussi dans l'opinion publique de la capitale. C'est un jeune Tananarivien fraîchement sorti d'une grande école parisienne qui en est l'auteur : un simple bilan sans complaisance à l'égard du régime PSD, qui souligne les manquements aux principes démocratiques, et fait remarquer le maintien des institutions coloniales politiques et économiques. Dans l'ambiance de répression permanente que subit toute forme d'opposition au pouvoir de la République, une telle publication ne manque pas de coûter cher à son auteur.

De manière plus générale, c'est l'ensemble de la classe politique, hormis celle appartenant au tout puissant PSD, qui se trouve visée par la répression. Les enquêtes effectuées auprès des dirigeants du MONIMA, comme les articles de la presse de ce parti et de celle de l'AKFM et les témoignages de leurs dirigeants abondent en descriptions des différentes formes des sévices subis par les dirigeants et les militants[12]. Ceux-ci vont des poursuites contre la presse jusqu'aux assassinats de militants de province, en passant par les emprisonnements et les

[9] *Tolona*, n° 127 du 11 septembre 1970.
[10] R. Ralibera s j, *Souvenirs et témoignages malgaches. De la colonisation à la IIIe République*, Antananarivo, Foi et justice, p. 121-123.
[11] P. Ory et J-F. Sirinelli, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 435 p.
[12] G. Rabesahala, *op. cit.*, p. 107-121 ; L. Rabearimanana, *op. cit.*, p. 126-135 ; R. Ralibera s j, *op. cit.*, p. 117 et suiv.

interdictions de sortie du territoire. La différence entre les deux partis d'opposition réside surtout dans les voies proposées pour renverser ce pouvoir antidémocratique. Si l'AKFM tient à rester dans la légalité, le MONIMA s'engage dans la préparation d'une lutte armée. Quoi qu'il en soit, la contestation gronde à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, dont les effets sont d'autant plus efficaces que le PSD et le pouvoir dans son ensemble sont minés par des problèmes internes.

### *La fin de la première République : les manifestations d'avril 1971 à mai 1972*

Les différentes personnalités du régime s'opposent entre elles pour des divergences politiques voire idéologiques. C'est le cas entre Jacques Rabemananjara et André Resampa, tous les deux hommes forts du régime depuis l'indépendance. Le premier, Ministre d'Etat chargé de l'Economie nationale en 1960, qui devient plus tard Ministre d'Etat et Vice Président aux affaires étrangères, est de tendance libérale, et qualifié de membre et défenseur de la « bourgeoisie compradore », bien ancré dans les relations étroites avec la France et les hommes d'affaires français établis sur place. Le second, secrétaire général du PSD, Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur puis, en 1971, Vice Président délégué et Ministre d'Etat à l'agriculture, s'oriente plutôt vers un socialisme modéré, et avait prôné, dès 1967, une révision des accords de coopération franco-malgache signés en juin 1960 dans le sens d'une dépendance moins marquée vis-à-vis de l'ancienne métropole. Les rivalités entre les deux tendances que représentent ces hauts dignitaires du parti et du régime PSD affaiblissent le pouvoir, d'autant plus que Philibert Tsiranana décide de pencher vers le premier camp et d'arrêter André Resampa en juin 1971, ce qui lui enlève un appui de longue date et lui aliène une partie non négligeable de l'appareil du parti[13].

Les revendications et les manifestations des étudiants de l'Ecole de Médecine, celles des universitaires organisées également en 1970-1971, contribuent aussi à secouer un régime déjà affaibli de l'intérieur. A cela s'ajoutent les arrestations d'intellectuels de gauche, français et malgaches, pour l'affaire Roy – Régis[14], et les manifestations organisées par le MONIMA dans le Sud le 1er avril 1971.

Les manifestations du Sud de Madagascar représentent un premier coup de semonce infligé au régime PSD, d'ailleurs moins pour les actions menées contre lui proprement dites, bien organisées et disciplinées, qu'à cause de la répression armée, brutale et sauvage que le pouvoir fait subir aux populations en général et aux membres du MONIMA en particulier.

Si les populations rurales malgaches dans leur ensemble souffrent de stagnation de leurs revenus durant la première République, c'est dans le Sud que leur situation est certainement la plus catastrophique. La région n'a jamais bénéficié d'investissements publics dignes de ce nom, ayant permis la mise en place d'une infrastructure économique et sociale génératrice d'un certain

[13] P. Randrianarisoa, A. L. Razafimahefa, *Madagascar d'une République à l'autre (1958-1982)*, Antananarivo, éd. du premier auteur, 1990, 257 p.
[14] L. Rabearimanana, *op. cit.*

développement. Elle n'a été considérée, tout au long de la colonisation et par la suite, que comme un réservoir de main-d'œuvre pour le « Madagascar utile » de l'économie de plantation et de traite, apanage du Nord, du Nord Ouest, et de l'Est du pays. Déshéritée, délaissée par les autorités successives, *tany lavitr'andriana*[15], donc soumise aux abus de l'administration locale lors de la collecte des impôts, et à des « vexations morales »[16], elle souffre en plus, en 1969-1970, d'une sécheresse exceptionnelle, génératrice de disette, tandis que le troupeau bovin, principale source de richesse de la population, est décimé par une épidémie de charbon.

Cette misère extrême des habitants du Sud, cette exploitation abusive pratiquée par les sous-préfets, chefs de canton, ces souffrances silencieuses peu connues du reste du pays, et volontairement ignorées des pouvoirs publics, les mécontentements qui en résultent, le MONIMA constitue la seule force politique capable de les percevoir, et de chercher des solutions pour y remédier. Mais comme toute action légale et démocratique devient impossible, vu les pratiques politiques du régime en place, le parti décide d'organiser des manifestations pour attirer l'attention du pouvoir, et surtout des autres Malgaches et de l'opinion internationale sur la situation économique, sociale et politique désastreuse des habitants de l'Ile en général, et de ceux du Sud en particulier.

### *La chute de la première République*

Le soulèvement du Sud, préparé par le MONIMA, et déclenché dans la nuit du 1er au 2 avril 1971, consiste, pour les militants de chaque village, à s'attaquer aux bâtiments administratifs et à ceux qui abritent les représentants des services de sécurité qui se sont chargés de la répression des populations : les bureaux des sous-préfets et des chefs de canton, ceux des policiers et des gendarmes. Les consignes du MONIMA sont claires à ce sujet : ne s'attaquer qu'aux représentants de l'ordre, ne pas les tuer, mais seulement les faire prisonniers ; épargner les fonctionnaires techniciens, les étrangers – Français et Indiens – faire de telle sorte que les attaques ne tournent pas en conflits inter-ethniques. Bref, le mouvement est uniquement dirigé contre l'administration et le pouvoir PSD, et ne vise même pas à éliminer physiquement les tenants de l'autorité.

Mais la répression du mouvement fut brutale, sauvage, et sans commune mesure avec les faits réels que le pouvoir PSD pouvait reprocher aux manifestants[17]. Menée par la gendarmerie, avec le concours des Forces républicaines de sécurité et de l'armée, la pacification du Sud est l'occasion d'abus pires que par le passé, et occasionne la mort de plus de mille militants du MONIMA, l'arrestation de 1500 d'entre eux et l'assignation à résidence surveillée de près de 500 autres. En 1972-1973 encore, des membres du parti meurent des suites des blessures occasionnées par cette répression militaire[18], tandis que les

[15] Terre située loin de l'autorité centrale.
[16] *Lumière* du 12 mai 1971.
[17] Interviews auprès du président Monja Jaona, 1974, 1979, de André Razafindrabe, 2001 ; A.T.L.A. Solondraza, *Essai d'interprétation de l'insurrection du Sud en avril 1971*, mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Toliara, 200, 178 p., N. Hazovania, « Le récit du soulèvement malgache », *Africasia*, n° 41 du 24 mai 1971, cité par P. Chaigneau, *les partis politiques malgaches (1971 à nos jours)*, EHESS, Paris, 1979, 223 p. + annexes.
[18] *Tolona*, n° 158 du 24 novembre 1972.

biens et les troupeaux des habitants étaient détruits ou distribués aux membres du PSD.

Complot maoïste, déclare le président Philibert Tsiranana, œuvre des communistes locaux également, avec l'aide du communisme internationale ; complot fomenté par la CIA, riposte le président de l'AKFM. Pour le président du MONIMA, Monja Jaona, qui assume complètement, et seul, la responsabilité du soulèvement, celui-ci est dirigé contre le pouvoir PSD, contre le « capitalisme-impérialisme », contre la société de classes, et pour l'instauration du *« fitovian-tsaranga »*[19], c'est-à-dire d'une société sans classe, bref d'une sorte de communisme, où les ressources seraient réparties en fonction du travail de chacun, et de ses besoins.

C'est là que repose la doctrine du MONIMA telle qu'elle a été énoncée et mise en pratique par le parti et son fondateur, depuis sa création, en juillet 1958, dans le contexte des luttes pour l'indépendance, du congrès de Tamatave de mai 1958, du NON au referendum de septembre de la même année. Elle s'est étoffée, précisée, affinée, dans la décennie suivante, à l'épreuve des réalités vécues sous le régime PSD, grâce à l'apport de l'élite intellectuelle de gauche affiliée au MONIMA et formée aux doctrines marxistes-léninistes et maoïstes. Leurs convictions politiques et idéologiques convergent avec celles du président Monja Jaona et du MONIMA, le tout se déroulant dans l'ambiance de la Guerre froide. Si, pour Philibert Tsiranana, bien ancré dans le camp occidental et proche du gouvernement français, « nationaliser, c'est voler », et le communisme un épouvantail considéré comme source de toutes les calamités, pour le MONIMA, c'est la solution aux problèmes des Malgaches. Selon le président Monja Jaona, « les manifestations d'avril 1971 occupent une place importante dans la lutte de libération nationale du peuple malgache, car elles ont contribué à amoindrir considérablement les forces de Tsiranana et de ses acolytes, même si elles n'ont pas apporté une victoire immédiate. Lorsque les Malgaches ont poursuivi le combat, en mai 1972, le pouvoir de Tsiranana s'est effondré, déjà secoué une année auparavant »[20]. Effectivement, la répression, sévère, brutale, abusive, menée par le régime PSD contre le soulèvement du 1er avril 1971, a révélé à la face du monde, pas seulement des Malgaches du reste de l'Ile (qui en étaient informés bien après les autres pays, à cause du manque de liberté des media), le caractère oppressif du pouvoir de Philibert Tsiranana. La population malgache était donc sensibilisée aux réalités que vivaient ses compatriotes du Sud, aux exactions perpétrées par le régime dans l'ensemble du pays, mais plus particulièrement dans cette région. Les autres partis politiques ne pouvaient non plus ne pas se prononcer face au soulèvement et à la répression qui l'a suivi, mais ils ont alors fait preuve de divergences de vues.

Les deux petits partis démocrates chrétiens (l'UDECMA et le P.D.C.M) affirment leur solidarité avec la lutte menée par le MONIMA, tandis que, parmi les institutions chrétiennes, certaines – pas les plus officielles – se prononcent aussi en faveur des actions lancées contre le

[19] L. Rabearimanana, *op. cit.*, p. 135.

[20] *« Ny tanjona misy ny tolom-panafahan'ny vahoaka malagasy amin'izao fotoana izao »* (L'étape où se trouve la lutte de libération du peuple malgache actuellement), *Tolona*, n° 157 du 17 novembre 1972, traduction libre.

pouvoir dictatorial et les abus du PSD. Quant à l'AKFM, si son aile droite dirigée par son président, le pasteur Richard Andriamanjato, condamne le soulèvement du Sud[21], son aile communisante, représentée surtout par son secrétaire général, Gisèle Rabesahala, est plus proche du MONIMA et de son combat, d'autant plus que le Comité de solidarité de Madagascar s'est toujours occupé des anticolonialistes puis des opposants au régime de la première République[22]. Cette organisation, et sa secrétaire générale, Gisèle Rabesahala en tête, reste proche des milieux communistes, français et réunionnais par la suite, après l'écroulement du Mur de Berlin, et poursuit son combat contre le libéralisme et les conservateurs.

En 1971, les luttes contre le régime PSD échouent, avec le soulèvement du MONIMA. Mais son combat, contre l'oppression de la masse de la population, contre l'irrespect des libertés démocratiques, pour l'avènement d'une véritable indépendance et le renvoi d'une assistance technique française continuant à dominer les affaires du pays, se poursuit, mené par les étudiants de l'Université et de l'Ecole de Médecine de Befelatanana, auxquels vont s'ajouter les lycéens de la capitale et des principales villes de province[23].

L'orientation idéologique et politique du mouvement de mai 1972 dénote bien le rejet, par la jeunesse scolaire et estudiantine, par l'Université et les intellectuels en général, et les travailleurs et, à travers ces groupes sociaux et de pression, du régime néocolonial. Il dénonce les « Accords de coopération – Accords d'esclavage », et s'insurge contre « l'impérialisme culturel »[24], qui imposé notamment dans l'enseignement à tous les niveaux, brime la culture et l'identité des Malgaches au profit de la culture et de la langue française. Des revendications plus politiques réclament le départ définitif de Philibert Tsiranana, la préparation d'élections libres pour l'instauration d'une Deuxième République et d'un régime démocratique. La première est condamnée pour avoir appliqué les Accords de coopération qui continuent à soumettre le pays à la domination culturelle, idéologique, militaire, économique de l'ancienne puissance colonisatrice. La Deuxième République, attendue, donnera, par contre, le pouvoir au « *vahoaka madinika* » (petit peuple), sera un « *fanjakan'ny madinika* » (pouvoir du petit peuple) et écoutera la voix du peuple[25].

Ainsi, le mouvement de mai 1972 qui achève de terrasser la première République, proche du régime colonial qui l'a mise en place, représente une remise en question de tout l'édifice à la base des 14 années de l'Etat malgache indépendant. Comme le soulèvement d'avril 1971 et l'idéologie du MONIMA qui l'a organisé, mai 1972 cristallise les revendications de tout un peuple, pas seulement celles de la capitale. A Majunga, par exemple, les manifestations, organisées par les enseignants et les élèves du second cycle du lycée Philibert Tsiranana, réclament aussi la démocratisation, et la

[21] P. Ravahona, « Les partis politiques malgaches dans la tourmente actuelle », *Lumière*, du 18 juillet 1971.
[22] G. Rabesahala, *op. cit.*
[23] F. Razanakolona, *Les banderoles et les pancartes dans les manifestations de rue à Tananarive*, Mémoire de Maîtrise, Université d'Antananarivo, 2004, 264 p.
[24] *Op. cit.*, p. 125 et suiv.
[25] *Op. cit.*, p. 173.

malgachisation du contenu de l'enseignement. En outre, parmi les graffitis qui tapissent les murs, dans la ville, certains s'adressent directement à Philibert Tsiranana, en rejetant son pouvoir, « *leonao izahay, Baba* »[26]. Si certaines assertions peuvent dénoter des consonances « tribalistes », nous constatons qu'à l'époque, le rejet du pouvoir PSD et de ses dirigeants constitue une prise de position essentiellement politique, et même idéologique, de dimension nationale. Les résolutions des congrès provinciaux du KIM (*komity iraisan'ny Mpitolona*), comité commun aux militants, apportées au congrès national de cette institution en septembre 1972, qui s'est tenu à Tananarive pour connaître les aspirations des militants de 1972 venus de l'ensemble de Madagascar, confirment les orientations générales du MONIMA et d'avril 1971 ainsi que celles des manifestations de mai 1972.

Examinées a posteriori, les revendications formulées et les luttes menées par les organisations d'opposition – partis politiques et autres – dans les années 1960 et au début de la décennie suivante se cristallisent autour de la question du retour de la souveraineté de Madagascar. Il ne s'agit pas alors de simples aspirations politiques autour du statut du pays, en principe indépendant par suite de la proclamation solennelle du 26 juin 1960. L'opposition à la première République malgache réclame une véritable indépendance : à la fois politique, économique et culturelle. Le maintien de la présence est considéré comme inacceptable à tous points de vue. Les assistants techniques sont devenus indésirables car omniprésents, et sont les témoins vivants de la permanence de la domination de l'ancienne puissance coloniale. De même, nul n'ignore que les rênes de l'économie malgache restent entre les mains des grandes sociétés françaises et que de nouvelles se sont implantées depuis 1960. Enfin, la culture française continue à se diffuser, aux dépens de celle des Malgaches. Capitalisme, impérialisme, ces mots non seulement peuplent les articles des journaux d'opposition et de la presse catholique, mais encore sortent de la bouche des simples citoyens mêmes, et surtout des jeunes, à partir du tournant des années 1970. Les mouvement d'avril 1971, manifestation essentiellement paysanne et régionale, dont les effets se combinent à celles de mai 1972, dans la capitale et dans d'autre grandes villes, déclenchées par la jeunesse scolaire et estudiantine, et les travailleurs, pour contribuer à la chute de la première République, avec celle du régime PSD, le 18 mai 1972. Ce sont les séquelles de la colonisation que les Malgaches, issus des différents milieux sociaux et géographiques, voulaient extirper de leur pays, de leurs institutions, de leur culture. Madagascar appartient bien, dans ce domaine, au groupe de ces pays de l'Afrique noire qui, comme le Bénin, ou la Tanzanie, pensaient que la sortie du sous-développement de l'exploitation économique et de la domination culturelle peut être atteinte grâce au rejet des traces et des séquelles laissées par le régime colonial. Pour ce faire, les Malgaches proposaient aussi de changer de camp idéologique et géopolitique, en se tournant vers le socialisme et vers un chemin qui y mènerait.

[26] « Nous avons assez de vous, Papa (ou grand père) », en parlant de Philibert Tsiranana ; enquêtes personnelles, avril, mai 1972.

Le régime transitoire du général Gabriel Ramanantsoa a tracé les voies y conduisant, par des mesures timides d'abord, appuyées par la politique économique conçue par le colonel Ratsimandrava et qui préconise un développement harmonieux à partir de la cellule de base, le *fokonolona*. L'arrivée au pouvoir du capitaine de corvette Didier Ratsiraka, en juin 1975, précipite la marche vers la « Révolution socialiste malgache, tous azimuts ». Un virage à 180 degrés est prévu pour le pays, dicté par de bonnes intentions et des principes nobles et louables, mais virage mal négocié et surtout entrepris par la même classe politique au pouvoir auparavant, conservatrice, réactionnaire par rapport à cette « Révolution » préconisée. Comment alors s'étonner du résultat récolté et du retour à la case départ ?

*Lucile Rabearimanana est Professeur en Histoire Contemporaine*
*srlucile@yahoo.fr*